

Lundi 16 mai, à la veille de la Journée mondiale contre les LGBTphobies, Jean-Luc Romero, adjoint à la Maire de Paris, annonçait que, concernant l'ouverture d'un centre d'archives LGBT, la mairie estime avoir "*rempli ses obligations*" en investissant 300 000 euros pour adapter une ancienne poste rue Molière, près du Palais-Royal. Un espace de 600 m2 dont 150 m2 en sous-sol.

"On a le lieu, il faut que ceux qui veulent ce projet se mettent d'accord", dit-il à l'adresse du collectif Archives LGBTQI+, de l'Académie gay et lesbienne et d'Archives Recherches Cultures Lesbiennes (ARCL), trois associations porteuses de projets à qui la mairie demande de conclure un "*accord de gestion*" pour financer le futur site.

Komitid a contacté les trois associations qui travaillent sur ce projet d'un centre d'archives LGBTI+ à Paris. Voici leurs réponses.

Artiste plasticienne et enseignante, co-fondatrice des ARCL, Michèle Larrouy, jointe par téléphone vendredi 20 mai, a expliqué que les ARCL ne souhaitaient pas réagir à chaud. Elle rappelle que la superficie du lieu proposé ne serait pas suffisante pour les trois structures, puisque le projet du Collectif demande un local de 900 m2 à lui tout seul. Les ARCL doivent se réunir mercredi 25 mai pour en discuter. Pour Michèle Larrouy, un des points essentiels est le respect de l'histoire de chacune des associations. Pour les ARCL, la décision d'occuper ou non ce lieu est prématurée.

L'Académie gay et lesbienne et le Collectif Archives LGBTQI+ nous ont répondu par mail. Nous publions leurs réponses ci-dessous (dans l'ordre de réception).

Sam Bourcier, sociologue, maître de conférences à l'université Lille-III 1 et militant queer, est membre du Collectif Archives LGBTQI.

Komitid : Comment réagissez-vous à l'annonce de Jean-Luc Romero à l'AFP concernant le centre d'archives ?

Sam Bourcier : C'est bizarre, non ? De parler « d'obligations remplies », c'est tout de même pas un pensum. Un investissement de 300.000 euros, c'est-à-dire ? La mairie s'est opposée au vote de la subvention de 175.000 euros en mars dernier pour lancer la préfiguration. Sans préfiguration, on ne peut pas ouvrir fin 2022. Le musée LGBTQI de New York a commencé en même temps que nous en 2017. La mairie de New York a soutenu dès 2018. L'étude préliminaire s'est achevée il y a un an. Et ils ouvrent avec 22.800m2 et un budget qui se chiffre en millions de dollars... Ce qu'il faut pour la communauté LGBTQI de Paris IDF, c'est une vision et une ambition partagée.

Avez-vous connaissance du lieu mentionné par l'adjoint à la Maire et qu'en pensez-vous ?

Bien sûr puisque nous avons manifesté notre intérêt pour le lieu en mars dernier par écrit en bonne et due forme. Après, il y a 600m2 et c'est à l'Opéra. L'académie Gay et Lesbienne en réclamait 300 et les ARCL, 300. Faites le compte.

Selon Jean-Luc Romero, la Mairie a fait sa part du travail et la balle est donc dans votre camp ?

On peut arrêter un ping pong qui n'a pas lieu d'être ? La part du travail ? Vous croyez vraiment que la Mairie de Paris fait ce qui se fait à Berlin, Londres, San Francisco, New York ? Vous croyez que le rôle de la Mairie n'est pas de travailler avec tous les partenaires publics comme privés, etc, comme à New York et ailleurs pour boucler le tour de table financier ? Nous leur avons demandé en vain de le faire.

« Depuis cinq ans, nous avons proposé de multiples formes de collaborations à l'Académie Gay et Lesbienne et aux ARCL et nous avons redit notre volonté de travailler ensemble »

Etes-vous prêts à faire cause commune avec les autres associations impliquées ?

Votre question est surprenante et inactuelle puisque nous n'avons jamais dit autre chose. Depuis cinq ans, nous avons proposé de multiples formes de collaborations à l'Académie Gay et Lesbienne et aux ARCL et nous avons redit notre volonté de travailler ensemble. Et les autres associations, ce sont aussi toutes les associations comme celles qui sont membres de l'InterLGBT, du centre LGBTQI+ de Paris IDF et du Collectif par exemple. Elles sont d'accord avec le projet que nous portons et que nous avons co-construit, avec son périmètre et sa vision. Pour un centre ouvert à tous les publics. On va les laisser attendre encore combien de temps ? Et puis il n'y a pas que les associations, il y a les particulier.e.s.

Dans Le Monde, vous déclariez que Hoàng de l'Académie Gay et lesbienne ne veut pas mutualisé le travail. « Il a peur qu'on lui vole ses archives », avez-vous déclaré. Comprenez-vous les réactions des deux autres associations qui gèrent et animent des archives depuis des dizaines d'années ?

Non seulement nous les comprenons mais nous partageons leurs craintes pour les avoir ressenties. Ce que Le Collectif Archives LGBTQI a dit au Monde Magazine, c'est que ce sentiment de dépossession ou de vol est à la fois logique et légitime. Qu'il traverse toutes les archives minoritaires des LGBTQI aux féministes en passant par les personnes racisé.e.s. Dommage que l'article ait tronqué nos propos. Le Collectif a dû faire face à ce sentiment dans son face à face avec les Archives Nationales de 2017 à 2021. Heureusement nous avons appris à travailler ensemble et l'ensemble de la profession des archivistes comme en témoigne notre participation il y a une semaine au mois de l'engagement organisé par l'Association des Archivistes de France.

La philosophie du Collectif Archives LGBTQI+ est très claire depuis le début. Nous ne sommes ni un aspirateur à archives ni des prédateurs d'archives. Les gens donnent ou déposent où ils veulent. Il faut respecter l'autonomie et l'esprit de chacun des projets et leur sédimentation historique. Hoàng a toujours dit, depuis 20 ans, qu'il voulait un lieu pour ses archives et nous l'avons toujours soutenu dans sa démarche. Qu'on lui donne enfin. Les

ARCL veulent continuer leur travail pionnier de la même manière, ni plus ni moins et en toute indépendance. Elles ont un lieu. Pourquoi être dans un même espace partagé si ce n'est pas le souhait de ces deux associations. Parce que le stockage, l'indexation, l'accueil, la consultation, on ne peut pas faire autrement que de les partager si on est dans un même lieu et nous, nous sommes prêts à le faire. Mais cela ne nous empêchera pas de travailler ensemble et en réseau si elles le souhaitent. D'ailleurs si les ARCL et l'Académie Gay et lesbienne sont d'accord, pourquoi ne pas se retrouver pour une réunion publique d'information pour que tout le monde puisse partager les enjeux et les projets ?

A part la Mairie de Paris, d'autres structures se sont-elles engagées et notamment la Région et le ministère de la Culture ?

Nous avons fait notre part de travail avec le Ministère. Nous travaillons avec la région sur un gros projet numérique. Nous avons demandé en vain à la mairie des réunions avec ces partenaires ensemble dès février.

« Le rôle a minima de la mairie c'est de ne pas nourrir le sentiment de dépossession et de respecter notre autonomie »

Que demandez-vous à la Mairie ?

Qu'elle réponde à nos demandes de rendez-vous puisqu'elle a reçu l'Académie Gay et Lesbienne et les ARCL. De manifester une véritable volonté politique au lieu de bloquer. D'arrêter de dénigrer ou de saboter le travail du Collectif Archives LGBTQI : c'est à la fois improductif et peu crédible. De travailler et surtout de changer de méthode. Tout est fait à l'envers. Dès le lendemain du vœu de février 2021, nous avons demandé à être associés avec les deux autres associations à la recherche du lieu. L'aurions-nous fait que nous aurions eu des conversations de fond qui auraient fait apparaître très tôt les besoins et les limites des un.e.s et des autres. Il faut le redire, le paysage actuel avec des archives lesbiennes qui commencent en 1983 et en 2001 avec l'Académie Gay et Lesbienne n'a rien de surprenant. On le retrouve dans d'autres capitales et métropoles. C'est l'histoire de notre mémoire, respectons-là ainsi que les militant.e.s qui se sont investi.e.s. Le rôle a minima de la mairie c'est de ne pas nourrir le sentiment de dépossession et de respecter notre autonomie. Et surtout élevons le débat, quittons le bac à sable et parlons vraiment du contenu, des archives, des usagers d'un centre d'archives LGBTQI+ digne de Paris et de l'une des plus grandes communautés LGBTQI d'Europe.

Hoàng Phan Bigotte, fondateur de l'Académie gay et lesbienne et du Conservatoire des archives et des mémoires LGBTQI.

Komitid : Comment réagissez-vous à l'annonce de Jean-Luc Romero à l'AFP concernant le centre d'archives ?

Hoàng Phan Bigotte : Jean-Luc Romero-Michel a reconfirmé publiquement ce que la Mairie a déjà proposé aux trois associations lors de réunions.

Avez-vous connaissance du lieu mentionné par l'adjoint à la Maire et qu'en pensez-vous ?

Oui, nous l'avons visité avec un architecte, ancien membre du Collectif Archives LGBTQI (sur la proposition de Patrick Comoy, membre co-fondateur et ancien co-trésorier du Collectif Archives LGBTQI). Sur TÊTU, j'ai dit publiquement à une réunion avec la mairie de Paris que " le local est formidable, c'est génial, c'est le rêve, c'est beau, c'est sain, c'est sec, il n'y a pratiquement pas de travaux ".

« L'Académie Gay et Lesbienne ne veut plus travailler pour le Collectif Archives LGBTQI qui s'est servie de notre association et de nos archives comme faire-valoir »

Selon Jean-Luc Romero, la Mairie a fait sa part du travail et la balle est donc dans votre camp ?

Oui. L'Académie Gay et Lesbienne ne veut plus travailler pour le Collectif Archives LGBTQI qui s'est servie de notre association et de nos archives comme faire-valoir. Notre association souhaite juste pouvoir continuer son travail sereinement, sans avoir à subir les diktats, les pressions et les embrouilles du Collectif Archives LGBTQI.

Hormis la Mairie de Paris, d'autres structures se sont-elles engagées et notamment la Région et le ministère de la Culture ?

Nous avons pu avoir un entretien avec la Région : elle est prête à soutenir des projets de numérisation. Nous avons obtenu une réponse du Ministère de la Culture : ses services, je cite, "sont, et restent, prêts à fournir l'accompagnement méthodologique et scientifique nécessaire aux associations qui – telle l'Académie Gay et Lesbienne – œuvrent en faveur de la sauvegarde et la valorisation des mémoires LGBTQI."

« Nous avons un fonds archivistique et documentaire en grande partie classé et référencé et du matériel de rangement qui permettraient une ouverture au public rapide »

Que demandez-vous à la Mairie ?

La Mairie a proposé aux trois associations ce local qui a deux entrées sur deux rues. Lors des réunions, nous avons demandé à disposer d'un tiers du futur local avec une entrée indépendante. Le local traversant 10 rue Molière/19 Richelieu a deux entrées, ce qui permettrait de diviser en sections indépendantes. Nous avons un fonds archivistique et documentaire en grande partie classé et référencé et du matériel de rangement qui permettraient une ouverture au public rapide (le mois suivant).

Accepteriez-vous de vous lancer seul dans le nouveau lieu ?

Nous sommes modestes : nous n'avons jamais cherché l'hégémonie, ni le leadership. Nous ne sommes pas un projet concurrent du projet de l'association Collectif Archives LGBTQI. En effet, depuis plus de 21 ans, jour après jour, nous collectons, recueillons et faisons l'acquisition (par abonnement entre autres) de documents LGBTQI et sida. Ces documents sont référencés dans notre catalogue. Nous rendons service à distance (renseignements et document scannés) et avons prêté des documents (émission, exposition)... Hier, aujourd'hui et demain, nous continuons le développement et la valorisation de notre Conservatoire des Archives et des Mémoires LGBTQI, avec détermination et en toute indépendance.



Christophe Martet

@MartetChristoph

Komitid+